



Mairie de BIRAN

COMPTE RENDU SÉANCE du 29 janvier 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le mercredi 29 janvier, les membres du Conseil municipal de la Commune de BIRAN, se sont réunis à 20 h 30 à la salle du conseil, sur la convocation qui leur a été adressée par le 1^{er} adjoint au Maire, par suppléance, pour le Maire empêché, conformément à l'article L.2121.10 du Code général des collectivités territoriales.

Étaient présents : MARTIN Michèle, Lydia SAINTE-FOIE, Cathy GIRARD, LEVALLOIS Rémi, CARTAUD Gérard, MACARY Claude, Jacques Michel VAISSE ;

Procurations :

Excusé : Patrick DELIGNIERES

Absent : DUFFORT Christopher ; Cécile GUICHARD

Le 1^{er} adjoint ouvre la séance, constate que le quorum est atteint.

Conformément à l'article L.2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil Michèle MARTIN est désignée pour remplir cette fonction qu'elle accepte.

1. Approbation du compte rendu du 9 janvier 2025 ;

Le compte rendu est approuvé à l'unanimité

2. Approbation du bilan de concertation et des zones d'accélération de production des énergies renouvelables.

Le 1^{er} adjoint rappelle au Conseil Municipal la délibération en date du 9 janvier 2025 par laquelle il avait fixé les modalités de la concertation en vue de la définition des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables (ZAE nR) prévues par l'article 15 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. La concertation est terminée, un rapport a été établi et mis à disposition des conseillers.

Il convient donc d'arrêter les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables (ZAE nR) ainsi que leurs ouvrages connexes.



Mairie de BIRAN

Le Conseil Municipal, oui l'exposé du 1^{er} adjoint et après en avoir délibéré,

ARRETE les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables (ZAE nR) ainsi que leurs ouvrages connexes mentionnées ci-après et dont les plans sont joints en annexe :

- ZAE nR Photovoltaïques

- Centrale photovoltaïque au sol (nouvelles installations et renouvellement d'installations existantes)

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets photovoltaïques au sol

- Photovoltaïque en Toitures (nouvelles installations et renouvellement d'installations existantes)

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets photovoltaïques en toitures

- Photovoltaïque sur Ombrières de parking ou autre terrain artificialisé (nouvelles installations et renouvellement d'installations existantes)

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets photovoltaïques sur Ombrières de parking ou autre terrain artificialisé

- PV Flottant (nouvelles installations et/ou renouvellement d'installations existantes)

La commune ne souhaite pas arrêter de zone d'accélération pour des projets photovoltaïques flottant

- ZAE nR solaires thermiques

- Solaire thermique au sol

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets solaire thermique au sol

- Solaire thermique en toiture



Mairie de BIRAN

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets solaire thermique en toiture

- Solaire thermique pour réseau de chaleur ou de froid

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets solaire thermique pour réseau de chaleur ou de froid

- ZAEnR Éolien (nouvelles installations et/ou renouvellement d'installations existantes)

la commune ne souhaite pas arrêter de zone d'accélération pour des projets éolien

- ZAEnR Hydroélectricité

Le secteur « Baïse » est retenu comme zone d'accélération pour des projets hydroélectriques

- ZAEnR Géothermie de surface avec pompe à chaleur

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets de géothermie de surface avec pompe à chaleur

- ZAEnR Géothermie profonde

la commune ne souhaite pas arrêter de zone d'accélération pour des projets de géothermie profonde

- ZAEnR Bois énergie / Biomasse

la commune ne souhaite pas arrêter de zone d'accélération pour des projets de bois énergie / Biomasse

- ZAEnR Biométhane / biogaz

- Méthanisation avec injection directe du biométhane dans le réseau gaz

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets de méthanisation avec injection directe du biométhane dans le réseau gaz

- Méthanisation avec cogénération d'électricité et de chaleur

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets de méthanisation avec cogénération d'électricité et de chaleur



Mairie de BIRAN

- Méthanisation avec création d'un réseau de chaleur ou de froid

L'emprise totale de la commune est retenue comme zone d'accélération pour des projets de méthanisation avec création d'un réseau de chaleur ou de froid

CHARGE le 1^{er} adjoint de notifier la présente délibération :

- au Secrétaire général, référent préfectoral unique du Gers,
- à la Communauté d'Agglomération du Grand Auch cœur de Gascogne,
- à l'établissement public en charge de l'établissement du Schéma de Cohérence Territoriale de Gascogne



Le premier adjoint clôt les débats, remercie les conseillers municipaux et lève la séance à 22h15.

La date du prochain conseil municipal : sera fixée ultérieurement.

le 1^{er} adjoint au Maire, par suppléance, pour le Maire empêché

Gérard CARTAUD.



Mairie de BIRAN

Annexe : Plans des ZAEnR

Centrale photovoltaïque au sol (nouvelles installations et renouvellement d'installations existantes)

Photovoltaïque en Toitures (nouvelles installations et renouvellement d'installations existantes)

Photovoltaïque sur Ombrières de parking ou autre terrain artificialisé (nouvelles installations et renouvellement d'installations existantes)

Solaire thermique au sol

Solaire thermique en toiture

Solaire thermique pour réseau de chaleur ou de froid

Géothermie de surface avec pompe à chaleur

Méthanisation avec injection directe du biométhane dans le réseau gaz

Méthanisation avec cogénération d'électricité et de chaleur

Méthanisation avec création d'un réseau de chaleur ou de froid

Emprise totale de la commune

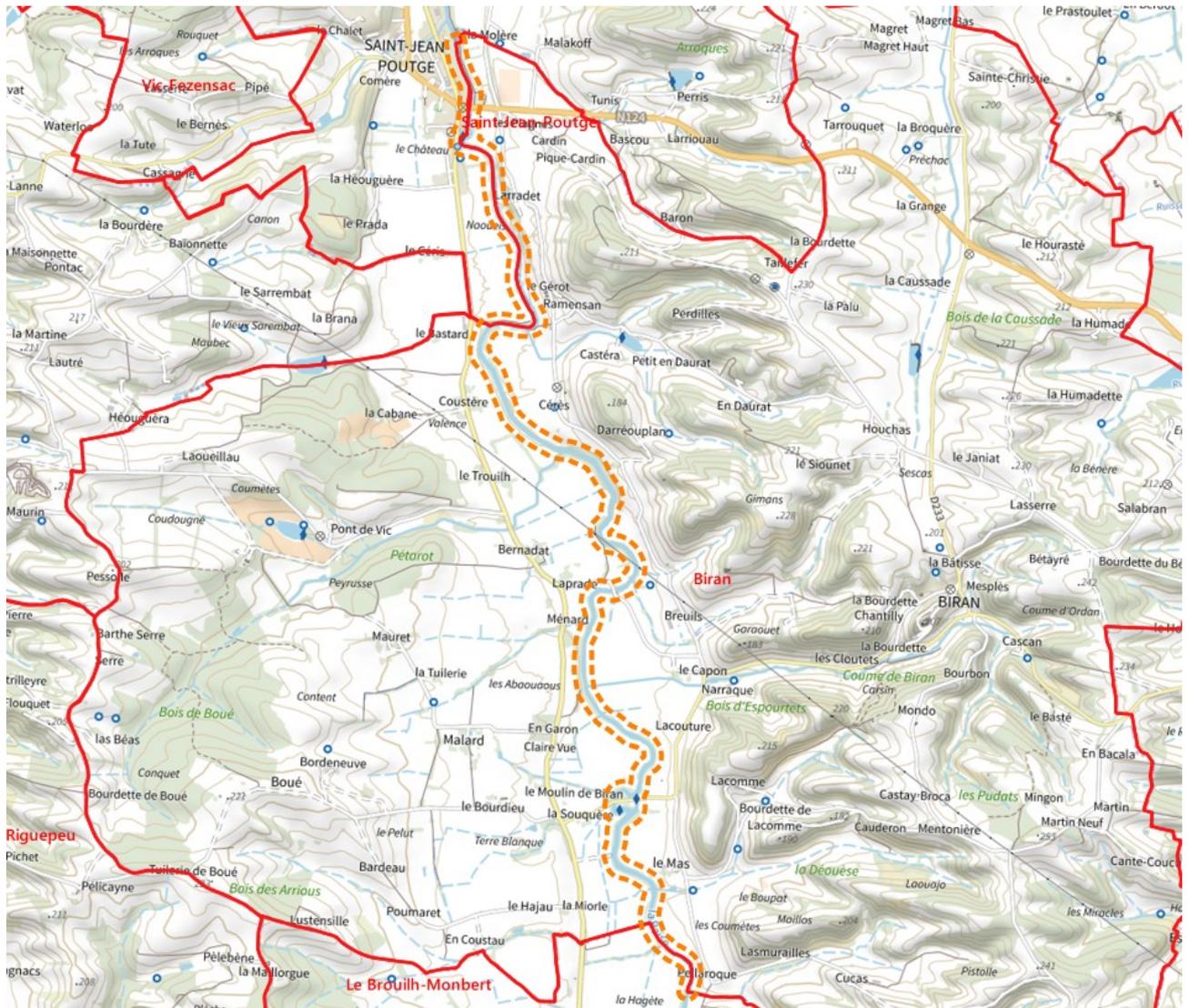




Mairie de BIRAN

Hydroélectricité

Secteur « Baise »





Mairie de BIRAN

COMMUNE DE BIRAN

**ZONE D'ACCELERATION POUR
L'IMPLANTATION D'INSTALLATIONS TERRESTRES
D'ENERGIES RENOUVELABLES**

**RAPPORT DE CONSULTATION
DE LA POPULATION**



Mairie de BIRAN

Introduction :

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.

En particulier, son article 15 permet aux communes de définir, après concertation avec leurs administrés, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter (zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, ainsi que de leurs ouvrages connexes, ZAENR).

Ces ZAENR peuvent concerner toutes les énergies renouvelables (ENR). Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'ENR, en tenant compte de la nécessaire diversification des ENR, des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'ENR déjà installée. (L141-5-3 du code de l'énergie)

Ces zones d'accélération ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors. Toutefois, un comité de projet sera obligatoire pour ces projets, afin de garantir la bonne inclusion de la commune d'implantation et des communes limitrophes dans la conception du projet, au plus tôt et en continu.

Les porteurs de projets seront, quoiqu'il en soit, incités à se diriger vers ces ZAENR qui témoignent d'une volonté politique et d'une adhésion locale du projet ENR.

L'identification des ZAENR a été réalisé en concertation avec le service Départemental Energie Connaissance Urbanisme- Unité EnR Climat.

La consultation

Le dossier préparé en collaboration avec le avec le service Départemental Energie Connaissance Urbanisme- Unité EnR Climat, a été soumis à consultation du public du 13 au 25 janvier 2025.

Ce dernier était consultable aux horaires d'ouverture de la mairie, les mercredi après-midi 15 et 21 janvier, les samedi matin 18 et 25 janvier, et sur le site internet de la mairie.

5 contributions sont enregistrées :

Trois d'entre elles concernent le choix du photovoltaïque et du solaire thermique en toiture et plus précisément l'intégration du village dans la ZAENR, puisque en effet cette zone fait partie d'un périmètre protégé (Tour classée).

Une autre concerne un agriculteur porteur d'un projet agrivoltaïque, qui énumère une liste de parcelles en prairies naturelles, pour élevage d'une superficie d'environ 20 hectares, ainsi qu'une installation Photovoltaïque en toiture sur hangar agricole.

La dernière : *« quelles sont les limites d'autorisation d'implantation du photovoltaïque sur des terres agricoles ? Sera-t-on informé des lieux d'implantation choisis avant décision définitive ? (Toutes énergies).*



Réponse aux contributions

Il est souligné que la définition des zones d'accélération ne préjuge pas de la faisabilité technique des projets. Ces zones témoignent avant tout d'une volonté politique et d'une adhésion locale au projet ENR. Ce document vise à répertorier les zones potentielles et non à réaliser l'étude technique ou économique des projets.

En ce qui concerne le Photovoltaïque et le Thermique en toitures le choix effectué vise à éviter toute disparité entre les habitants situés à l'intérieur de l'enveloppe urbaine et ceux en dehors de l'agglomération. Cela ne présume pas d'une autorisation qui doit être conforme et pour l'enveloppe urbaine soumise à autorisation des bâtiments de France.

En ce qui concerne les zones d'accélération du photovoltaïque au sol, deux cas de figure peuvent se présenter.

Dans le cas de terrains déclarés à la Politique Agricole Commune (PAC), le projet devra répondre à la définition de l'agrivoltaïque (article L314-36 du code de l'énergie) :

- Les projets agrivoltaïques doivent apporter à l'activité agricole un des services suivants et ne pas induire une détérioration à deux d'entre eux :

- o Une amélioration du potentiel et de l'impact agronomique

- o L'adaptation au changement climatique

- o La protection contre les aléas

- o L'amélioration du bien-être animal

De plus, en application de l'article R314-118 du code de l'énergie, afin de garantir que la production agricole est l'activité principale, l'installation doit satisfaire aux deux conditions suivantes :

« 1° La superficie qui n'est plus exploitable du fait de l'installation agrivoltaïque n'excède pas 10 % de la superficie totale couverte par l'installation agrivoltaïque ;

2° La hauteur de l'installation agrivoltaïque ainsi que l'espacement inter-rangées permettent une exploitation normale et assurent notamment la circulation, la sécurité physique et l'abri des animaux ainsi que, si les parcelles sont mécanisables, le passage des engins agricoles. »

S'agissant des installations ayant une puissance de crête de plus de 10 MW, elles ne doivent pas couvrir plus de 40% de la superficie totale du terrain.

Enfin, une installation agrivoltaïque doit avoir une moyenne de rendement par hectare supérieure à 90% de la moyenne de rendement par hectare d'une parcelle dite « témoin » dépourvue de panneaux (les conditions de la zone témoin sont fixées à l'article R314-114.I du code de l'énergie).

Ces installations étant autorisées pour une durée maximale de 40 ans (possible prorogation pour 10 ans), des mesures concernant les opérations de démantèlement et de remise en état de la parcelle seront à prévoir.



Mairie de BIRAN

Dans le cas des terrains hors PAC, (donc hors agrivoltaïsme), des projets seront possibles sur des terrains agricoles et forestiers uniquement sur des terres réputées « incultes » ou non exploitées depuis un certain temps, identifiées dans le document cadre de la Chambre d'Agriculture.